


I'm not robot  reCAPTCHA

**I'm not robot!**

## Caserne militaire saint wendel allem

### Caserne militaire saint wendel allemagne.

The store will not work correctly in the case when cookies are disabled.

Nos images sont votre histoire Menu Livraison FAQ Paiement en ligne sécurisé SAV Médiathèque
Standort St. Wendel
Hutier-Kaserne
Artillerie-Kaserne
Flak-Kaserne
St. Wendel liegt im Nordosten des Saarlandes, etwa 36 km nordöstlich Saarbrückens. Die Stadt wurde 1938 Garnisonsstadt, Standort-Ältester war Generalmajor Weißenberger (Grenz-Kommandantur St. Wendel). Während des Krieges wurde die Stadt mehrfach bombardiert, so am 6., 24. und 27. Dezember 1944 und am 28. Februar 1945. Dabei wurde die Stadt erheblich getroffen. Fronttruppenteile I./Infanterie-Regiment 70 (Hutier-Kaserne) I.(Grenz)/Artillerie-Regiment 105 (Artillerie-Kaserne) Festungs-Flak-Abteilung 32 (Flak-Kaserne Werschweiler Str.) Ersatztruppenteile Infanterie-Ersatz-Bataillon 70 Infanterie-Ersatz-Bataillon 321 Sanitäts-Staffel (Hutier-Kaserne) Luftwaffen-Sanitäts-Staffel (Flak-Kaserne Werschweiler Str.) Kommandobehörden / Dienststellen Festungs-Nachrichten-Kommandeur IV Festungs-Pionier-Stab 2 (Wilhelm-Gustloff-Str. 14) Außenstelle St. Wendel d. Heeres-Dienststelle 11 Wehrbezirks-Kommando (WK XII. Zuständig für die Wehrmeldebezirke (Wehrmeldeämter) St. Wendel und Neunkirchen; Richthofenstr. 15) Wehrmeldeamt (WK XII, Wehrbezirk St. Wendel. Zuständig für den Landkreis St. Wendel, Richthofenstr. 15) Heeres-Standort-Verwaltung (Kasernenstr. 19) Heeres-Neubauleitung (Tholeyberg) Wehrmachtfürsorgeoffizier (Hutier-Kaserne) Abschnittskommandantur Grenz-Kommandantur St. Wendel (Hindenburgschule) Einrichtungen Stalag Luft 6 Arbeits-Erziehungs-Lager der SS
Reportage sur les forces militaires françaises à Saint-Wendel en Allemagne. Nous suivons le premier régiment de cuirassiers. Un

Selon les officiers, il n'y a aucune différence entre les services militaires en Allemagne et en France.



Les appelés apprennent à manipuler et à poser des explosifs dans leurs exercices d'entraînement. Le colonel à la tête de ce régiment décrit les militaires en service comme généreux, ambitieux et motivés. Pendant leurs permissions, ils se rendent en ville, dans des bistrots notamment, et dès qu'ils le peuvent, ils rentrent chez eux. Bildfragen » Wissen » Wo liegt st wendel ? Thema: wo liegt st wendel ? St Wendel Tourismus, Rathaus st wendel, 1er régiment de Cuirassiers Saint Wendel, Sankt wendel Kirche, Saarbrücken in deutschland, Caserne militaire Saint Wendel Allemagne, Saarland, Völklingen Pour les articles homonymes, voir FFA. Forces françaises et l'élément civil stationnés en Allemagne Création 26 juillet 1945 : Troupes d'occupation en Allemagne ;10 août 1949 : Forces françaises en Allemagne ;1er septembre 1993 : Forces françaises et l'élément civil stationnés en Allemagne ;1er septembre 1999 : Forces françaises et l'élément civil stationnés en Allemagne. Pays Allemagne Allégeance France Garnison Zone d'occupation française en Allemagne et Berlin-Ouest Ancienne dénomination Troupes d'occupation en Allemagne (TOA)Forces françaises en Allemagne (FFA) modifier Les forces armées françaises présentes en Allemagne ont connu plusieurs appellations : troupes d'occupation en Allemagne (TOA) de 1945 à 1949, forces françaises en Allemagne (FFA) de 1949 à 1993, forces françaises stationnées en Allemagne (FFSA) de 1993 à 1999 et enfin forces françaises et l'élément civil stationnés en Allemagne (FFECSA) depuis 1999. Depuis 2014, il reste environ 500 membres du personnel du ministère des Armées en Allemagne principalement à Müllheim, Breisach et Faßberg. Histoire Précédent après la Première Guerre mondiale Zones d'occupation militaire alliée en Allemagne en 1923 ; en bleu, la zone française d'occupation, en vert vif le territoire du bassin de la Sarre. Retrait des forces françaises de Dortmund en 1924 après l'occupation de la Ruhr. Départ des forces françaises de Rhénanie le 30 juin 1930. La dernière parade des troupes françaises devant la gare centrale de Mayence sous le commandement du général Adolphe Guillaumat, juste avant leur départ, le 30 juin 1930. Le général Adolphe Guillaumat avec le drapeau de la France devant la porte du Deutschaus le 30 juin 1930. Article détaillé : Occupation de la Rhénanie après la Première Guerre mondiale. À la suite de l'armistice de la Première Guerre mondiale, des forces de l'Entente occupent une partie du territoire allemand de la fin de 1918 jusqu'en 1930. La France administre le territoire du bassin de la Sarre jusqu'en 1935[1]. Le 1er décembre 1918, des éléments des VIIIe et Xe armées françaises franchissent la frontière franco-allemande, 21 divisions au total doivent occuper la zone Landau-Gerolstein-Königstein. Des divisions complémentaires sont placées en réserve dans la région de Neunkirchen (3 divisions) et surtout en Lorraine et en Belgique (30 divisions)[2]. Le traité de Versailles prévoit une présence militaire des Français, des Britanniques, des Américains et des Belges sur la rive gauche du Rhin et une partie de la rive droite à partir de janvier 1920 pour une période de cinq à quinze ans selon les territoires.



Les Français héritent de la plus grande des zones d'occupation, qui s'agrandit encore avec le prompt retrait des États-Unis, de la direction de la Haute commission interalliée aux territoires rhénans (HCITR), de la présidence de la Commission de gouvernement de la Sarre mandatée par la Société des Nations , ainsi que celle de Memel et de la haute Silésie. Les forces d'occupation des territoires rhénans au sein de l'armée française du Rhin, créée en octobre 1919, varient en nombre selon les périodes mais comptent au moins 100 000 hommes. L'effectif maximum est observé en mai 1921 lors de la première occupation de Ruhrort, Düsseldorf et Duisbourg avec 250 000 soldats dont 210 000 Français[3]. La France, opposée à l'intervention de l'Armée allemande sans contrepartie lors du soulèvement de la Ruhr, réagit à cette dernière en envoyant ses troupes le 6 avril 1920 occuper temporairement Francfort et Darmstadt[4]. Les forces françaises interviennent dans des missions de maintien de la paix en compagnie de troupes alliées, à plusieurs endroits : en Haute-Silésie, entre 1920 et 1922, pour séparer milices polonaises et allemandes (en déployant les 15 000 hommes de la 46e division d'infanterie[5] regroupant les 6e BCA, 7e BCA, 10e BCP, 13e BCA, 15e BCP, 24e BCA, 29e BCP et le 27e BCA dont le chef de corps est tué lors d'une opération). Et à Memel, à partir du 15 février 1920 et jusqu'en avril 1923, quand le 21e bataillon de chasseurs à pied s'interpose entre pro-polonais et pro-lituanien. Le coût total d'entretien des armées d'occupation entre 1919 et 1924 est évalué à 240 millions de Goldmarks[6].



Entre 1923 et 1925, les forces françaises et belges occupent la Ruhr pour tenter de contraindre l'Allemagne à payer ses indemnités de guerre. À partir du 11 octobre 1924 et jusqu'au retrait total des forces françaises d'Allemagne le 30 juin 1930, Adolphe Guillaumat commande l'armée d'occupation du Rhin et exerce le commandement supérieur des forces alliées des territoires rhénans. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les troupes d'occupation en Allemagne Insigne des troupes d'occupation en Allemagne : L'épée fracasse la croix gammée nazie. Après la défaite de 1945, l'Allemagne et l'Autriche, d'une part, et les villes de Berlin et Vienne, d'autre part, sont divisées chacune en quatre zones d'occupation, réparties entre les quatre grands alliés : Union soviétique, Royaume-Uni, États-Unis et France. Articles détaillés : Forces françaises à Berlin, Occupation de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale, Zone d'occupation française en Allemagne et Occupation de l'Autriche après la Seconde Guerre mondiale. Zones d'occupation alliée de l'Allemagne après 1945. Les quatre secteurs de l'occupation alliée de Berlin. La Zone d'occupation attribuée à la France comprend les territoires situés le long de la frontière française, ainsi que les districts nord de Berlin-Ouest, dans ce qui deviendra l'Allemagne de l'Ouest. Le premier gouverneur de cette zone est le général d'armée Marie Pierre Kœnig. En 1945, l'Armée française crée dont les troupes d'occupation en Allemagne (TOA), dont le quartier-général est établi à l'hôtel Brenner (de), 4/6 Schillerstraße , à Baden-Baden. Une monnaie autonome est également créée, et n'ayant cours légal que dans la zone d'occupation française : le Franc FFA. En novembre 1945, l'armée luxembourgeoise reprend une partie de la zone d'occupation française en Allemagne. Le 2e bataillon occupe une partie de l'arrondissement (Kreis) de Bitburg et un détachement du 1er bataillon une partie de l'arrondissement de Saarburg. Le 2e bataillon reste à Bitburg jusqu'en 1955. (En même temps, une partie de la zone britannique, s'étendant de la frontière belge à la frontière de l'Allemagne de l'Est, est reprise par la Belgique qui y installe ses troupes d'occupation).



Les Forces françaises en Allemagne (10 août 1949 - 30 août 1993) Insigne des FFA. Un général de brigade français (à droite) avec un policier allemand le 30 juin 1959. L'appellation TOA est remplacée par celle de « Forces françaises en Allemagne » (FFA) lors de l'entrée en fonction d'un haut-commissaire, par le décret du 2 août 1949, paru au Journal officiel de la République française no 185 du 6 août 1949 prenant effet le 10 août 1949. Il ne faut pas confondre la durée de présence des TOA : les conventions de Bonn du 26 mai 1952 mettent fin au régime d'occupation et sont amendées par les accords de Paris du 23 octobre 1954. L'article premier de ces accords prévoyait qu'à partir du 5 mai 1956 « des forces de même nationalité et de même importance que celles qui se trouveront à cette date sur le territoire de la RFA pourront y être stationnées ». En 1951, la France installe à Trèves l'état-major de sa 1re division blindée. Pendant toute la guerre froide, la 1re DB oppose à l'éventuelle menace venue de l'Est l'effet dissuasif de ses équipements modernes. Elle représente une grande et puissante unité de l'arme blindée et cavalerie. La même année, la France installe la 3e division blindée dans le Bade-Wurtemberg. La 5e division blindée est également basée en Allemagne. Ces grandes formations constituent le 2e corps d'armée de la 1re armée française. Insigne de forces françaises à Berlin à partir de 1949. Des forces françaises à Berlin sont stationnées à Berlin-Ouest de juillet 1945 à septembre 1994 dans le quartier Napoléon — ancienne « caserne Régiment-Général-Göring » — Ses principaux occupants seront le 11e régiment de chasseurs et le 46e régiment d'infanterie. Au moment le plus intense de la guerre froide, les FFA comptent jusqu'à 50 000 soldats. Les forces françaises en Allemagne eurent à leur disposition des armes nucléaires tactiques américaines au sein de l'OTAN dans le cadre d'un partage nucléaire à partir de 1960. Celles-ci équipaient des bombardiers SO.4050 Vautour pour l'entraînement et quatre escadrons North American F-100 Super Sabre de l'Armée de l'air à partir de 1963[7] (une soixantaine de Sabre en 1966) avec une trentaine de bombes nucléaires tactiques MK28 et MK43 américaines livrées à la base aérienne 136 Berggarten et la base aérienne 139 Lahr en avril 1963[8]; les divisions mécanisées modèle 59 avaient deux batteries de deux MGR-1 Honest John (un total de dix batteries en 1966 soit vingt lanceurs[9]), et huit batteries de missiles sol-air MIM-14 Nike-Hercules armées par la 520e et la 521e brigade d'engins dans le Bade-Wurtemberg de 1960 à 1966[10],[11]. Le 25 octobre 1960, un accord logistique franco-allemand est signé permettant à la Bundeswehr d'entreposer et de tester son matériel, ainsi que d'entraîner son personnel sur des sites militaires français. Ainsi, en 1966, plus de 26 000 militaires allemands furent entraînés par les FFA. Le retrait du commandement militaire intégré de l'OTAN décidé par le général de Gaulle est annoncé au président des États-Unis Lyndon Johnson le 7 mars 1966[12] ; le 29 mars, de Gaulle précise que l'affectation au commandement OTAN des forces terrestres françaises stationnées en Allemagne, ainsi que celle du 1er corps aérien tactique, va prendre fin le 1er juillet 1966[13]. Le 21 décembre 1966, un échange de lettres entre les ministres des Affaires étrangères français et allemand règle le statut des forces françaises en Allemagne[14]. Cette clarification était rendue nécessaire à la suite de ce retrait de la France du commandement intégré[15]. Les forces françaises qui auparavant devaient tenir un créneau en première ligne dans le dispositif allié en cas d'invasion des troupes du pacte de Varsovie eurent des relations plus distendues avec leurs homologues occidentaux qui cependant s'améliorèrent avec le temps. L'accord entre le chef d'Etat-Major des armées Charles Ailleret et le chef suprême des forces alliées en Europe Lyman Lemnitzer, conclu le 22 août 1967, et dont le texte est très succinct et de caractère très général, n'a prévu que des contacts d'état-major indispensables au cas où l'Europe occidentale aurait été le théâtre d'un conflit dans lequel la France aurait choisi de s'impliquer[16],[17]. les FFA jouant le rôle de réserve générale et l'autonomie de décision de l'emploi des forces est respecté. L'accord Valentin-Ferber, du 3 juillet 1974, complétait le précédent : le corps d'armée français en Allemagne étant très étroitement rattaché à l'ensemble de la 1re armée dont le commandement était en territoire français, c'est bien celle-ci qui serait impliquée par l'éventuelle coordination entre États-majors français et allemands[18]. Une structure permanente, comportant une commission centrale 1re armée/AFCENT et trois commissions de planification (AFCENT, CENTAG, NORTHAG), est créée à cette date. En 1976 ont lieu des entretiens entre les ministres de la Défense de la France et de la République fédérale d'Allemagne sur le retrait partiel de troupes françaises d'Allemagne de l'Ouest soit environ 10 000 hommes. Conclu en 1978, l'accord Biard-Schulze porta sur les procédures nécessaires à cet égard, bien qu'il fut précisé qu'il n'avait qu'une « portée générale »[19]. À partir du début des années 1980, des initiatives nouvelles sont venues préciser les hypothèses d'actions conjointes entre forces françaises et atlantiques telle de la décision d'envisager l'engagement du nouveau troisième corps d'armée, créé à Lille, au-delà de la ligne Rotterdam-Dortmund-Münich, admise auparavant comme limite extrême d'éventuels mouvements français[20]. À l'occasion de consultations gouvernementales franco-allemandes en octobre 1982, les deux Etats conviennent d'organiser leur coopération militaire et de sécurité conformément au traité de l'Elysée[21]. Le président François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl passent en revue des troupes de la Force d'action rapide stationnées au Bade-Wurtemberg, le 24 septembre 1987. Alors que depuis 1966, jamais plus d'un régiment n'avait pris part à des manœuvres interalliées, on mit publiquement en avant le rapprochement progressif entre l'Armée française et l'organisation militaire atlantique, comme en septembre 1986 avec la participation de 3 500 militaires à l'exercice « Fränkischer Schild » et celle, plus ample encore, de 20 000 hommes dont des unités de la force d'action rapide à l'exercice « Moineau hardi » de septembre 1987[22],[23]. La principale force de frappe des FFA était, dans les années 1980, composée d'environ 600 chars AMX-30B2 tandis que 850 de ceux-ci restaient stationnés sur le territoire métropolitain français. Le 50e sommet franco-allemand, tenu à Karlsruhe le 12 et 13 novembre 1988, décide, entre autres, de la création d'un Conseil franco-allemand de défense et de sécurité. Les ministres de la Défense signent un accord sur le développement et la production d'un hélicoptère anti-char commun qui deviendra le Eurocopter EC665 Tigre. Les contours de la future brigade franco-allemande sont précisés (quatre bataillons stationnés à Böblingen); celle-ci sera créée le 2 octobre 1989. En 1990, après la chute du mur de Berlin, le président François Mitterrand annonce le retrait progressif des 46 000 militaires des forces françaises en Allemagne, lors du 56e sommet franco-allemand de Munich les 17 et 18 septembre 1990. Le 2 octobre de la même année, le commandement allié de Berlin cesse son activité, le statut quadripartite de la ville étant éteint[24]. Les forces françaises stationnées en Allemagne et les forces françaises et l'élément civil stationnés en Allemagne (depuis 1993) Insigne des FFSA. AMX-30B2 dans une caserne allemande en 1997-1998. Les forces françaises en Allemagne sont dissoutes le 30 août 1993, consécutivement à la fin de la guerre froide. Elles sont alors partiellement remplacées par les « forces françaises stationnées en Allemagne » (FFSA) qui ne comptent plus que 25 000 hommes et adoptent un nouvel insigne comportant les couleurs de la France, de l'Allemagne et les étoiles de l'Europe. Les derniers soldats russes quittent l'Allemagne de l'Est en 1994. La 1re division blindée de Baden-Baden, dernière division française stationnée en Allemagne, est dissoute le 1er juillet 1999. Les FFSA deviennent les « forces françaises et l'élément civil stationnés en Allemagne » (FFECSA). La présence française en Allemagne se résume alors aux unités de la brigade franco-allemande et au 16e groupe de chasseurs. Le nombre de militaires français est réduit à 4 400 hommes dont 47 500 hommes en 1990[25]. Le 8 septembre 1999, le commandant de la circonscription militaire de défense de Metz devient également commandement des forces françaises et de l'élément civil en Allemagne (COMFFECSA). Il dispose d'une antenne de commandement située à Donaueschingen qui succède à l'état-major des FFSA de Baden-Baden. Vers le retrait des forces françaises Consécutivement à la réforme des armées françaises de 2008 le 16e bataillon de chasseurs quitte Saarburg en 2010 et s'installe à Bitche en Moselle. En 2011 le 3e régiment de hussards quitte Immendingen pour rejoindre Metz. Le 110e régiment d'infanterie de Donaueschingen est dissous le 24 juin 2014.



Depuis cette date la présence militaire française en Allemagne s'est stabilisée avec environ 500 militaires et comporte : Antenne de commandement des FFECSA à Breisach (depuis 2015) ; État-major de la brigade franco-allemande à Müllheim ; Bataillon de commandement et de soutien de la brigade franco-allemande à Müllheim ; Détachement de soutien (rattaché à la base de défense de Strasbourg) à Müllheim ; 26e antenne médicale (rattachée au 5e centre médical des armées de Strasbourg) à Müllheim ; Centre franco-allemand de formation du personnel technico-logistique du Tigre à Faßberg. Le gouverneur militaire de Metz est commandant de la zone Terre Nord-Est et des forces françaises et de l'élément civil stationnés en Allemagne (FFECSA). Liste des commandants en chef des forces françaises en Allemagne Le général Jean de Lattre de Tassigny. Le général Marie-Pierre Koenig en 1944. Le général François Sevez. Le général Augustin Guillaume en 1953. Le général Pierre Brasart. Les généraux CSTOAIN 1] étaient subordonnés au général Koenig, ce dernier détient le pouvoir législatif et est secondé par un gouvernement militaire détenant le pouvoir exécutif et recevant des consignes du Commissariat français aux affaires allemandes et autrichiennes. Cette situation prend fin le 8 mai 1949, date du vote de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne. Le nouveau statut des forces entre en vigueur le 21 septembre 1949, date de nomination du premier CCFA, le général Guillaume qui change ainsi de titre et reste en poste jusqu'au 1er octobre 1951. La liste des généraux commandants en chef des forces françaises en Allemagne est ainsi la suivante : Nom Grade[N 2] Fonction[N 1] Période en fonction Jean de Lattre de Tassigny G. A. Cdt en chef de la 1re armée 21 mars 1945 - 27 mai 1945 Marie-Pierre Koenig[N 3] G. A. CCFA 25 juill. 1945 - 30 sept. 1949 Joseph de Goislard de Monsabert G. CA. CSTOA 29 juill. 1945 - 30 sept. 1946 François Sevez[N 4] G. CA. CSTOA 1er oct. 1946 - 29 fév. 1948 Augustin Guillaume G. CA. CSTOA puis CCFA 22 mars 1948 - 1er oct. 1951 Roger Noiret G. A. CCFFA 4 oct. 1951 - 9 août 1956 Pierre-Elie Jacquot G. A. CCFFA 10 août 1956 - 24 avr. 1959 Jacques Allard G. A. CCFFA 25 avr. 1959 - 26 mars 1961 Jean Crépin G. A. CCFFA 27 mars 1961 - 16 déc. 1963 Michel de Brébisson G. A. CCFFA 17 déc. 1963 - 20 fév. 1966 Jacques Massu G. A. CCFFA 1er mars 1966 - 1er juill. 1969 Jean-Louis du Temple de Rougemont G. CA. CCFFA 1er août 1969 - 9 juin 1970 Gérard Lecointe G. CA. CCFFA 10 juin 1970 - 31 juill. 1972 Jean-Pierre de Lassus Saint-Geniès G. CA. CCFFA 1er août 1972 - 2 déc. 1974 Jean Richard G. CA. CCFFA 2 déc. 1974 - 21 fév. 1978 André Laurier[N 5] G. CA. CCFFA 22 fév. 1978 - 23 mai 1978 Pierre Brasart G. CA. CCFFA 16 juin 1978 - 14 déc. 1982 Bernard Philipponat G. CA. CCFFA 17 fév. 1982 - 4 juin 1984 Furcy Houdet G. CA. CCFFA 5 juin 1984 - 12 mai 1987 Jean-Louis Brette (en) G. CA. CCFFA 13 mai 1987 - 23 juin 1989 Noël Chazrain G. CA. CCFFA 24 juin 1989 - 22 déc. 1992 Michel Cavaille G. DIV. CCFFA 23 déc. 1992 - 30 août 1993 Alain Curé G. DIV. CFFSA 1er sept. 1993 - 30 nov. 1994 Yves Crène G. DIV. CFFSA 1er déc. 1994 - 20 déc. 1995 Claude Bénéto G. DIV.



quartier Maud'huy, renommé 24e groupe de chasseurs (24e GC) (ou (24e BCA)) de 1975 à 1991 quartier Maud'huy (dissolution) Annexe de la 42e compagnie de camp (42e CC) Détaçement du 612e groupement d'intendance (612e GI[148] 55e compagnie légère de réparation du matériel ('55e CLRM) de 1970 à 1973[166], renommé 405e compagnie légère de réparation du matériel ('405e CLRM) de 1973 à 1978 (dissolution)[166] Bureau postal militaire 416 (BPM416) du 30 mars 1947 au 31 août 1942[48] Service de santé des armées hôpital militaire Immie-Roux 405e bataillon des services (compagnie médicale) (405e BS) Vieux-BrisachArmée de terre 10e régiment du génie (10e RG)[131] du 1er février 1946[60] à 1973 (transférs à Spire) 32e régiment du génie (32e RG) caserne Vauban de 1973 à 1978[59] (départ pour Kohl) 53e régiment d'artillerie (53e RA) [115] du 1er août 1978[167] (venant de Mühlheim) à 1997 (dissolution) Centre d'entraînement commando n°4 du manque l'année d'arrivée (présent en 1957)[36] à 1980[167][renommé] 131e régiment d'infanterie (131e RI) de 1980[167] à 1992[60] (dissolution) 53e régiment d'infanterie (53e RI) de 1978 à 1997[59] (dissolution) Dépôt du Service des essences des armées (SEA) de manque l'année d'arrivée (présent en 1989) à manque l'année de départ[96] Bureau postal militaire 5118 (BPM5118) du 1er décembre 1967 au 30 avril 1991[48] Bureau postal militaire 518 (BPM518) du 1er mai 1991 au 31 juillet 1997[48] Matériel 203e groupement de réparation du matériel de corps d'armée (203e GRMCA)[99] de manque l'année d'arrivée à manque l'année de départ 2e régiment du matériel (2e RMat) du 1er juillet 1985 à 1992 Villingen-SchwenningenArmée de terre 12e régiment d'artillerie (12e RA) de fin 1949 à 1955 quartier Lyautey et quartier Mangin[89] (départ pour l'Algérie) 32e régiment d'artillerie (32e RA) de 1955 à 1959 quartier Lyautey et quartier Mangin[89] 301e groupementd'artillerie (301e GA) du 1er juillet 1960 à 1970 quartier Lyautey[89] 50e régiment d'artillerie (50e RA) du 1er juillet 1970 au 1er juillet 1976 quartier Lyautey[89] 3e bataillon du 4e régiment de tirailleurs marocains (4e RTM) de 1956 à 31 mars 1960 quartier Mangin[89] (renommé), 6e régiment de tirailleurs marocains (6e RTM) du 1er avril 1960 au 1er juin 1962 quartier Mangin[89] (dissolution) 19e groupe de chasseurs portés (19e GCP) du 1er juin 1963 au 1er juillet 1968 quartier Mangin[89] (renommé), 19e groupe de chasseurs motorisés (19e GCM) du 1er juillet 1968 au 1er juillet 1973 quartier Mangin[89] (renommé), 19e groupede chasseurs (19e GC) du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1996 quartier Mangin de 1973 à 1996 et quartier Lyautey de 1976 à 1996 (dissolution)[89] Bureau postal militaire 519 (BPM519) du 29 octobre 1992 au 31 décembre 1982[48] Bureau postal militair 519B (BPM519B) du 1er janvier 1983 au 30 avril 1991[48] Bureau postal militaire 522 (BPM522) du 1er mai 1991 au 30 juin 1994[48] Matériel 203e groupement de réparation du matériel de corps d'armée (203e GRMCA) du 1er octobre 1978[99], à 1985 regroupé avec d'autres au sein du 2e RMat à Erlbourg[89] WackernheimAviation légère de l'armée de terre (ALAT) Annexe de l'École de spécialisation de l'aviation légère de l'Armée de terre (ES ALAT) de manque l'année d'arrivée à 1959 (dissolution)[108] Le soutien est assuré par : la 671e compagnie de réparation de l'aviation légère d'observation de l'artillerie (671e CRALOA) de 1952 à 1956[108], renommé 671e compagnie de réparation de l'aviation légère de l'Armée de terre (671e CRALAT) de 1957 à 1958[108], Manque le soutien de 1958 au 1er août 1959 WeingartenArmée de terre 5e régiment de hussards (5e RH) de 1956 à 1975 quartier Gallifet (venant de Fritzlar) (transféré à Stetten am kalten Markt) 32e régiment d'artillerie (32e RA) quartier Gallifet de 1974 à 1976[36] 3e régiment de chasseurs d'Afrique (3e RCA) de 1948 à 1956 (départ pour l'Algérie) Bureau postal militaire 605GA1 (BPM605GA1) du 3 juillet 1967 au 21 novembre 1976[48] Wengerohr/Wengerohr (Wittlich) (Voir garnison de Wittlich) WetzlarArmée de terre 503e régiment de chars de combat (503e RCC) de 1955 à 1956[168] cantonné Caserne Gaffey out(e) Caserne Lloyd manque precision sur le casernement WindenArmée de terre Groupe d'exploitation des transmissions 813 (GET813) de manque l'année d'arrivée à 1970 50e régiment de Transmissions (50eRT) de manque l'année d'arrivée (présent de 1988 à 1991) à manque l'année de départ (présent de 1988 à 1991)[36] WittlichArmée de terre 8e bataillon de chasseurs (8e BC) de 1951 à 1968 Quartier Foch et quartier Malleret (renommé) 8e groupe de chasseurs mécanisés (8e GCM) de 1968 à 1975 Quartier Foch et quartier Malleret[36] (renommé) 8e groupe de chasseurs (8e GC) de 1975 à 1999 Quartier Foch et quartier Malleret 15e régiment d'artillerie (51e RA) de 1979 à 1993 Quartier Foch[36] (dissolution) 32e régiment d'artillerie (32e RA) de manque l'année d'arrivée à manque l'année de départ départ pour Coblenze Bureau postal militaire 526 A (BPM526A) du 2 février 1959 au 30 avril 1991[48] Bureau postal militaire 530 (BPM530) du 1er mai 1991 au 30 juin 1999[48] 42e régiment d'infanterie (42e RI) de juillet 1968 à manque l'année de Radolfzell et Friedrichafen, départ pour Offenbourg Matériel 733e compagnie de munitions (733e CMu) de 1963 à 1978 caserne de Wengerohr (de)[169], renommée 733e groupement de munitions (733e CMu) de 1978 à manque l'année de départ caserne de Wengerohr (de)[169] 7e régiment du matériel (7e RMat) du 1er juillet 1985 au 31 juillet 1993 (dissolution) Zweibrücken (Deux-Fonts)Armée de terre 42e régiment de transmissions (42e RT) de 1947 à 1962 quartier Leduc renommé quartier Canrobert (transférés à Rastatt et Achern) Bureau postal militaire 525 (BPM525) du 26 octobre 1968 au 30 juin 1977[48] Garnisons des forces françaises stationnées en Allemagne (FFSA) du 1er septembre 1993 à 1999 Un effectif total de 25 000 hommes est réparti dans les quinze garnisons suivantes : Explications sur le classement des unités militaires dans cette section Les unités dont l'appartenance n'est pas encore déterminé par les contributeurs, voire aide est la bienvenue. L'état-major Les unités de terre Les unités du Matériel Les unités de l'aviation légère de l'Armée de terre (ALAT) Les unités de l'Armée de l'Air Les unités du Service de santé des armées Les unités interarmes L'Économat des armées Pour afficher les unités présentes dans chaque garnison, cliquez sur [afficher] (ou fait des changements de casernements, une même unité peut apparaître à plusieurs endroits) (Listes à compléter, voire aide est la bienvenue) : Insigne de la brigade franco-allemande. AchernArmée de terre 42e régiment de transmissions (42e RT) du 18 août 1993 (venant de Rastatt) au 30 juin 1999 (transféré à Laval) 5e compagnie de transmission divisionnaire (5e CTD) de 1993 à 1998[36] Baden-BadenÉtat-major état-major des forces françaises stationnées en Allemagne état-major de la 1re division blindée Armée de terre 5e régiment de commandement et de soutien (5e RCS) de 1993 à 1999 (venant de Landau, dissolution) Escadille de liaison des forces françaises stationnées en Allemagne (EL-FFSA) Escadille des forces françaises stationnées en Allemagne (E-FFSA) Bureau postal militaire 507 (BPM507) du 1er août 1945 au 30 novembre 1999[48] à Baden-Oos BühlArmée de terre 2e groupement logistique du commissariat à l'Armée de terre (2e GLCAT) de 1994 à 1999 2e compagnie de poste militaire (2e CPM) du 28 octobre 1992 au 31 décembre 1982[48] Bureau postal militair 519B (BPM519B) du 1er janvier 1983 au 30 avril 1991[48] Bureau postal militaire 522 (BPM522) du 1er mai 1991 au 30 juin 1994[48] Matériel 203e GRMCA) du 1er octobre 1978[99], à 1985 regroupé avec d'autres au sein du 2e RMat à Erlbourg[89] WackernheimAviation légère de l'armée de terre (ALAT) Annexe de l'École de spécialisation de l'aviation légère de l'Armée de terre (ES ALAT) de manque l'année d'arrivée à 1959 (dissolution)[108] Le soutien est assuré par : la 671e compagnie de réparation de l'aviation légère d'observation de l'artillerie (671e CRALOA) de 1952 à 1956[108], renommé 671e compagnie de réparation de l'aviation légère de l'Armée de terre (671e CRALAT) de 1957 à 1958[108], Manque le soutien de 1958 au 1er août 1959 WeingartenArmée de terre 5e régiment de hussards (5e RH) de 1956 à 1975 quartier Gallifet (venant de Fritzlar) (transféré à Stetten am kalten Markt) 32e régiment d'artillerie (32e RA) quartier Gallifet de 1974 à 1976[36] 3e régiment de chasseurs d'Afrique (3e RCA) de 1948 à 1956 (départ pour l'Algérie) Bureau postal militaire 605GA1 (BPM605GA1) du 3 juillet 1967 au 21 novembre 1976[48] Wengerohr/Wengerohr (Wittlich) (Voir garnison de Wittlich) WetzlarArmée de terre 503e régiment de chars de combat (503e RCC) de 1955 à 1956[168] cantonné Caserne Gaffey out(e) Caserne Lloyd manque precision sur le casernement WindenArmée de terre Groupe d'exploitation des transmissions 813 (GET813) de manque l'année d'arrivée à 1970 50e régiment de transmissions (50eRT) de manque l'année d'arrivée (présent de 1988 à 1991) à manque l'année de départ (présent de 1988 à 1991)[36] WittlichArmée de terre 8e bataillon de chasseurs (8e BC) de 1951 à 1968 Quartier Foch et quartier Malleret (renommé) 8e groupe de chasseurs mécanisés (8e GCM) de 1968 à 1975 Quartier Foch et quartier Malleret[36] (renommé) 8e groupe de chasseurs (8e GC) de 1975 à 1999 Quartier Foch et quartier Malleret 15e régiment d'artillerie (51e RA) de 1979 à 1993 Quartier Foch[36] (dissolution) 32e régiment d'artillerie (32e RA) de manque l'année d'arrivée à manque l'année de départ départ pour Coblenze Bureau postal militaire 526 A (BPM526A) du 2 février 1959 au 30 avril 1991[48] Bureau postal militaire 530 (BPM530) du 1er mai 1991 au 30 juin 1999[48] 42e régiment d'infanterie (42e RI) de juillet 1968 à manque l'année de Radolfzell et Friedrichafen, départ pour Offenbourg Matériel 733e compagnie de munitions (733e CMu) de 1963 à 1978 caserne de Wengerohr (de)[169], renommée 733e groupement de munitions (733e CMu) de 1978 à manque l'année de départ caserne de Wengerohr (de)[169] 7e régiment du matériel (7e RMat) du 1er juillet 1985 au 31 juillet 1993 (dissolution) Zweibrücken (Deux-Fonts)Armée de terre 42e régiment de transmissions (42e RT) de 1947 à 1962 quartier Leduc renommé quartier Canrobert (transférés à Rastatt et Achern) Bureau postal militaire 525 (BPM525) du 26 octobre 1968 au 30 juin 1977[48] Garnisons des forces françaises stationnées en Allemagne (FFSA) du 1er septembre 1993 à 1999 Un effectif total de 25 000 hommes est réparti dans les quinze garnisons suivantes : Explications sur le classement des unités militaires dans cette section Les unités dont l'appartenance n'est pas encore déterminé par les contributeurs, voire aide est la bienvenue. L'état-major Les unités de terre Les unités du Matériel Les unités de l'aviation légère de l'Armée de terre (ALAT) Les unités de l'Armée de l'Air Les unités du Service de santé des armées Les unités interarmes L'Économat des armées Pour afficher les unités présentes dans chaque garnison, cliquez sur [afficher] (ou fait des changements de casernements, une même unité peut apparaître à plusieurs endroits) (Listes à compléter, voire aide est la bienvenue) : BreisachÉtat-major Antenne de commandement des FFECSA (depuis 2015) DonaueschingenArmée de terre et Bundeswehr (Brigade franco-allemande) 110e régiment d'infanterie (110e RI) de 1984 au 24 juin 2014 (dissolution) État-major Antenne de commandement des FFECSA de 1999 à 2015 (départ pour Breisach) FassbergArmée de terre et Bundeswehr Centre de formation franco-allemand du personnel technico-logistique du Tigre (CFA-PTL) depuis 2003 ImmingingenArmée de terre et Bundeswehr (Brigade franco-allemande) 3e régiment de hussards (3e RH) de 1996 à 2011 (départ pour Metz) MühlheimÉtat-major état-major de la brigade franco-allemande (ou BFA) Armée de terre et Bundeswehr (Brigade franco-allemande) bataillon de commandement et de soutien de la brigade franco-allemande (BCS) depuis le 1er juillet 1993 caserne Robert Schuman Unités interarmes Bureau postal interarmés 416 (BP416) du 2 janvier 2003 au 30 octobre 2010[48]. 26e antenne médicale du 5e centre médical des armées Détaçement de soutien des FFECSA SaarburgArmée de terre 16e groupe de chasseurs (16e GC) de 1975 à 2010 (départ pour Bitche) section maintenance mobilité de la 1re compagnie de maintenance mobilité du 1er régiment du matériel jusqu'en 2010 (départ pour Woippy) Unités interarmes Bureau postal militaire 532 (BPM532) du 1er mai 1991 au 31 décembre 2002[48] Bureau postal interarmées 532 (BPM532) du 2 janvier 2003 au 31 août 2010[48] Caserne de la Brigade franco-allemande (Quartier Oberfeldwebel Schreiber) à Immingingen Exercice de l'OTAN Combined Endeavor 2007 concernant les communications. Soldat français s'entraînant pour une mission au Joint Multinational Readiness Centre de l'OTAN à Hohenfels dans le district du Haut-Palatinat en 2008. Un militaire français armé d'un Famas dans le même centre s'entraînant pour la dissolution du 110e régiment d'infanterie le 24 juin 2014, il reste environ 500 militaires français en Allemagne, équilibrant ainsi le contingent allemand en Alsace (291e Jägerbataillon de la BFA en garnison à Illkirch-Graffenstaden depuis 2010). Bases aériennes françaises en Allemagne F-100D de l'escadron de chasse 1/3 Navarre de la 3eescadre de chasse à Lahr en 1965.

Les dernières bases sont fermées depuis 1994 : Base aérienne 136 Friedrichshafen (dissoute en 1954) ; Base aérienne 136 Bregmatarg (dissoute en 1968) ; Base aérienne 137 Coblenz[55] ; Base aérienne 139 Lahr (dissoute en 1967) ; Base aérienne 165 Berlin Tegel (dissoute en 1994) ; Base aérienne 178 Achern (dissoute en 1994) ; Base aérienne 243 Stetten (BA 520 à partir de 1964) ; Base aérienne 253 Fribourg ; Base aérienne 257 Friedrichshafen ; Base aérienne 520 Stetten (BA 243 jusqu'en 1964) ; Base aérienne 521 Friedrichshafen-Lowental ; Base aérienne 900 Friedrichshafen .

Statut juridique des forces françaises en Allemagne après 1945 Les accords suivants régissent la présence des forces des États de l'OTAN postées en Allemagne sur la base d'un traité international : Le NATO Status of Forces Agreement (SoFA) du 19 juin 1951 (Convention entre les États parties au traité de l'Atlantique nord sur le statut de leurs forces)[171] L'accord supplémentaire au SoFA du 3 août 1959 (accord sur le supplément à l'accord concernant les parties de traité de l'Atlantique nord en respect des forces étrangères stationnées dans la république fédérale d'Allemagne, Federal Law Gazette 1961 II p. 1218)[172]. Notes et références Notes 1 a e t b Les abréviations utilisées pour les fonctions dans le tableau sont les suivantes : CCFA : commandant en chef français en Allemagne CSTOA : commandant supérieur des troupes d'occupation en Allemagne CCFFA : commandant en chef des forces françaises en Allemagne CFFSA : commandant des forces françaises stationnées en Allemagne. 1 Abréviations utilisées : « G. A. » pour général d'armée ; « G. CA. » pour général de corps d'armée ; « G. DIV. pour général de division. Pour mémoire ; « général de corps d'armée » et « général d'armée » ne sont pas exactement des grades de l'Armée française mais des rangs et appellations pour des généraux ayant le « grade » de général de division, ceci depuis leur création entre les deux guerres mondiales. 1 Général commandant la 1re armée du 28 mai au 24 juillet 1945, date de sa dissolution. 1 Décédé le 29 février 1948 lors d'un accident de chasse. 1 Décédé le 23 mai 1978 lors d'un accident de la route.

Références 1 (fr) L'armée française en Sarre, 1918-1930, Emmanuel Pénicaut, Revue historique des armées, Service historique de la défense. 1 (fr) Allemagne, décembre 1918. Les premières heures de l'occupation, Revue historique des armées. 1 (fr) Occupier l'Allemagne après 1918, Revue historique des armées, 2009. 1 Pierre Genevieve, « Le désarmement après le traité de Versailles », Polithic étrangère, vol. 32, no 1, 1967, p. 87-112 (lire en ligne). 1 (fr) Quand l'Armée française intervenait en Silésie pour séparer Allemands et Polonais, Secret Défense, 11 avril 2010. 1 (fr) La participation belge à l'occupation en Allemagne après la Première Guerre mondiale, Service historique des armées. 1 Philippe Vougy, « La mise en place et le développement de la première génération », 1988 (consulté le 22 octobre 2017).

1 Aurélien Polibout, « Quelle stratégie nucléaire pour la France ?

1 Armée de l'Air et le nucléaire tactique intégré à l'OTAN (1962-1966) ; sur Revue historique des armées, 2011 (consulté le 21 octobre 2017). 1 « Historique du système d'arme », sur Pour les anciens des Honest-John et les esprits curieux (consulté le 31 mars 2015).

1 (en) G.

Dessernes, « French Army Air Defense Missiles Nike & Hawk » [PDF], 2007. 1 (en) Direction du renseignement, CIA, « The Nato Problem: French Forces in Germany », 18 avril 1966. 1 (fr) De Gaulle, l'Amérique et l'alliance atlantique, une relecture de la crise de 1966, Frédéric Bozo, Revue d'histoire no 43, juillet-septembre 1994. 1 (fr)[PDF] Le retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN , Alessandra Giglioli, Lauréate des Bourses OTAN - CPEA 1998. 1 (fr) « Le retrait de la France des structures militaires de l'OTAN et les forces françaises d'Allemagne », sur Persée, 1966 Site 1 (fr) Les relations franco-allemandes 1963-2003> Chronologie, La Documentation française. 1 Michael M. Harrison, The Reluctant Ally : France and Atlantic Security, Johns Hopkins University Press Baltimore, 1988. 1 Général Valentin, L'Aventure de la Bombe, de Gaulle et la dissuasion nucléaire, Plon, Paris, 1985. 1 Lothar Riehl, La Coopération franco-allemande à l'appui de l'Alliance et de l'Europe, Revue de l'OTAN, Bruxelles, décembre 1987. 1 Frédéric Bozo, La France et l'OTAN, Masson, Paris, 1991. 1 (en) Diego A. Ruiz Palmer, Nato-Warsaw Pact Force Mobilization, Washington, National Defense University Press, 1988. 1 (fr) Chronologie des relations franco-allemandes. 1 (en) The New Security Concept and German-French Approaches to European Pillar of Defense, 1990-2000 (lire en ligne). 1 (fr) Communiqué commun franco-allemand, en date du 13 novembre 1987, sur la sécurité et comptabilité publique en Allemagne, 1945-92 , sur Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, 27 août 2007 (consulté le 5 août 2009). 1 « Proposition de loi de finances pour 2010 », sur le site du Sénat (consulté le 10 mai 2018). 1 a b c d e f g h i j k l m n o p q r s t u v w x y z aa ab ac ad ae af ag ah ai aj ak al am an ao ap ar as at au av aw ax ay az ba bb bc bd be bf bg bh bi bj bk bl bm bn bo bp bq br bs bt bu bv bw bx by bz ca cb cc cd ce cf cg ch ci cj et ck Albert Hamiaux, « Villes de Garnisons » (consulté le 28 février 2016). 1 Association « Anciens du lycée Charles de Gaulle à Baden-Baden » (association déclarée au JO du 06 mai 2006, numéro de parution 200600018). « Une page d'histoire » (consulté le 14 mai 2016). 1 Musée de l'artillerie 83007 DRAGUIGNAN, « 421- Historique du 421ème Régiment d'Artillerie » (consulté le 14 mai 2021) 1 « Délégation », 13 mai 2016 (consulté le 13 mai 2016), p. 40,45 et 109. 1 a b c d e e Jean Delamare, « CENTRE D'INSTRUCTION DU TRAIN 163 » (consulté le 21 mai 2016). 1 Blog non officiel du 18ème RT, « Les compagnies du 18ème RT constituant le régiment en 1945-1946 » (consulté le 17 août 2016) 1 a e t b Stéphanie Quennehen-Berold, « Garnison FFA » (consulté le 16 août 2016) 1 a b c d e f Daniel Laparra, « 251e Bataillon de Réparation du Matériel (1946) » (consulté le 2 octobre 2016) 1 Yves Genly, « Insigne du service de santé » (consulté le 5 juin 2017) 1 a b c d e f MémoiresGenWeb, « T.F.O.A. » (consulté le 9 novembre 2016) 1 a b c d e f g h i e t Délégation au Patrimoine de la Gendarmerie nationale, « Gendarmerie en Allemagne » (consulté le 8 janvier 2018) 1 a b c d e f g h i j k l m n o p q r s t u v w x y z aa ab ac ad ae af ag ah ai aj ak al am an ao ap ar as at au av aw ax ay az ba bb bc bd be bf bg bh bi bj bk bl bm bn bo bp bq br bs bt bu bv et bw Pierre Couesnon, Le service postal dans les armées 1968-2010, 2011, 271 p., p. 152. 1 a b c d e f g h i j k l m n e t Le site de santé 59, « Insignes du service de santé français des armées » (consulté le 15 juin 2016) 1 a b c d e e Chef de Bataillon Hembert, « Historique du 30e CP » (consulté le 3 mai 2017) 1 a b c d e f g e t Gouvernement militaire français de Berlin « Le service postal dans les armées 1968-2010, 2011, 271 p., p. 152. 1 a e t Gabriel Frick, président de l'amicale philatélique et marcopophile colmarienne, « L'insigne métallique du BPM 515 » (consulté le 31 juillet 2016) 1 a b c d e f g h t Claude Aicardi et Claude Girard, « Fiche 1939-1945 du 3e spahs algériens (RSA) », sur cavaliers.blondes.free.fr, 12 juillet 2013 (consulté le 2 mai 2021) 1 a b t c Daniel Laparra, « 159e Compagnie de Réparation Divisionnaire (1947) » (consulté le 7 janvier 2017) 1 a b c t [5]. 1 Fédération Nationale des Amicales de Chasseurs, « Les garnisons de nos bataillons » (consulté le 3 mai 2017) 1 Lieutenant-colonel Claude Aicardi, « Garnisons des régiments de l'Armée de terre, Constance, FFA » (consulté le 19 juin 2016) 1 a e t Daniel Laparra, « 162e Compagnie de Réparation Divisionnaire (1946) » (consulté le 8 janvier 2017) 1 a b c d e t Fritz SCHANNNO, Bougmestre de Breisach am Rhein de 1962 à 1982, « Les commandants de la garnison de Vieux-Brisach, page 2 » (consulté le 10 août 2016) 1 Serge Smulevic, « Dachau, 30 avril 1945 » (consulté le 27 mars 2016). 1 Gilles Debray, « Le Cygne de la 3e, AEROMED N° 62, p. 4-10 » (consulté le 26 décembre 2018) 1 Général Guy Ménaut, « 1946 » (consulté le 17 août 2016) 1 a e t b Daniel Laparra, « 21e Compagnie de Réparation Divisionnaire (21e CRD) - 1943 » (consulté le 26 décembre 2017) 1 a b c d e f Jean Delamare, « Groupe de transport 385 Bref Historique » (consulté le 2 avril 2016). 1 a e t b Daniel Laparra, « 54e Compagnie de Réparation Divisionnaire (1949) » (consulté le 8 janvier 2017) 1 a b c d e f g h i j k l (de) Idar-Oberstein Artillerieerschule, « Die artillerie - Altes und neues » (consulté le 25 avril 2017) 1 Musée de l'artillerie de Draguignan, « Les GOA ou la revanche du repérage » (consulté le 25 avril 2021) 1 a b c d e Jacques Revers, « LES UNITÉS DE LIVRAISON PAR AIR ET LEURS INSIGNES » (consulté le 19 mars 2017) 1 Michel Casanova, « Les Ecoles de Cadres » (consulté le 22 mai 2016). 1 a b c d e t Musée de l'artillerie, « Le numéro 454 », Draguignan (consulté le 16 avril 2016). 1 a b e t c l'Association officielle des Vieilles Tiges, « ALAT et DETALAT » (consulté le 19 mars 2016). 1 a b e t c La semaine de Baden (1970), « Ecole des Opérations Aériennes Combinées » (consulté le 20 mars 2016).

1 Daniel Laparra, « 612e compagnie magasin (1943) » (consulté le 14 mai 2016). 1 a e t b Daniel Laparra, « 605e compagnie magasin - 1re modèle (1946) » (consulté le 14 mai 2016). 1 a b c e t Daniel Laparra, « 605e Compagnie Magasin - 2e modèle (1950) » (consulté le 25 juin 2016) 1 Jean-Pierre REY - Amicale des Anciens et Amis du 1er Régiment de Cuirassiers, « Neustadt - 1946-1956 » (consulté le 30 mai 2019) 1 Jean Delamare, « Groupe de transport 504 , 504e bataillon du train » (consulté le 8 juin 2017) 1 a e t b Musée de l'artillerie 83007 DRAGUIGNAN, « L'héritage du 28ème Groupe Géographique » (consulté le 11 janvier 2018) 1 a b c d e f g h i j k l m n o p q r t s e 612, « Plaquette du 612e groupement du commissariat de l'Armée de terre pages 8 et 9 » (consulté le 16 mars 2016). 1 a e t b Le forum de l'Armé du génie, « 502e bataillon de commandement et de soutien du Pacifique » (consulté le 24 juillet 2016) 1 Monsieur Boutet, « La mécanographie au SMTOA (page 1) » (consulté le 15 août 2016) 1 Sanatorium St. Blasien (de) 1 a e t b Association "Mémoire vive des convois des 45000 et 31000 d'Auschwitz-Birkenau, « Georges GUINCHAN - 46243 » (consulté le 4 février 2017) 1 a e t b Capitaine de Frigate François Reynaert, « La Marine sur le Rhin » (consulté le 9 novembre 2016) 1 a b c e t Marines de Guerre et Poste Navale, « Ecole de pilotage du Rhin » (consulté le 9 novembre 2016) 1 a b e t f Le forum de l'Armé du génie, « Chaland de type "Mannheim" ou L11 » (consulté le 9 novembre 2016) 1 Jonathan Schilling, « 15 L'hôpital militaire Auf dem Sand » (consulté le 26 décembre 2018) 1 a b c d e f g h i j k l m n o p q r s t u v w x y z aa ab ac ad ae af ag ah ai aj ak al am an ao ap ar as at au av aw ax ay az ba bb bc bd be bf bg bh bi bj bk bl bm bn bo bp bq br bs bt bu bv et bw Pierre Couesnon, Le service postal dans les armées 1968-2010, 2011, 271 p., p. 152. 1 a b c d e f g h i j k l m n e t Le site de santé 59, « Insignes du service de santé français des armées » (consulté le 15 juin 2016) 1 a b c d e e Chef de Bataillon Hembert, « Historique du 30e CP » (consulté le 3 mai 2017) 1 a b c d e f g e t Gouvernement militaire français de Berlin « Le service postal dans les armées 1968-2010, 2011, 271 p., p. 152. 1 a e t Gabriel Frick, président de l'amicale philatélique et marcopophile colmarienne, « L'insigne métallique du BPM 515 » (consulté le 31 juillet 2016) 1 a b c d e f g h t Claude Aicardi et Claude Girard, « Fiche 1939-1945 du 3e spahs algériens (RSA) », sur cavaliers.blondes.free.fr, 12 juillet 2013 (consulté le 2 mai 2021) 1 a b t c Daniel Laparra, « 159e Compagnie de Réparation Divisionnaire (1947) » (consulté le 7 janvier 2017) 1 a b c t [5]. 1 Fédération Nationale des Amicales de Chasseurs, « Les garnisons de nos bataillons » (consulté le 3 mai 2017) 1 Lieutenant-colonel Claude Aicardi, « Garnisons des régiments de l'Armée de terre, Constance, FFA » (consulté le 19 juin 2016) 1 a e t Daniel Laparra, « 162e Compagnie de Réparation Divisionnaire (1946) » (consulté le 8 janvier 2017) 1 a b c d e t Fritz SCHANNNO, Bougmestre de Breisach am Rhein de 1962 à 1982, « Les commandants de la garnison de Vieux-Brisach, page 2 » (consulté le 10 août 2016) 1 Serge Smulevic, « Dachau, 30 avril 1945 » (consulté le 27 mars 2016). 1 Gilles Debray, « Le Cygne de la 3e, AEROMED N° 62, p. 4-10 » (consulté le 26 décembre 2018) 1 Général Guy Ménaut, « 1946 » (consulté le 17 août 2016) 1 a e t b Daniel Laparra, « 21e Compagnie de Réparation Divisionnaire (21e CRD) - 1943 » (consulté le 26 décembre 2017) 1 a b c d e f Jean Delamare, « Groupe de transport 385 Bref Historique » (consulté le 2 avril 2016). 1 a e t b Daniel Laparra, « 54e Compagnie de Réparation Divisionnaire (1949) » (consulté le 8 janvier 2017) 1 a b c d e f g h i j k l (de) Idar-Oberstein Artillerieerschule, « Die artillerie - Altes und neues » (consulté le 25 avril 2017) 1 Musée de l'artillerie de Draguignan, « Les GOA ou la revanche du repérage » (consulté le 25 avril 2021) 1 a b c d e Jacques Revers, « LES UNITÉS DE LIVRAISON PAR AIR ET LEURS INSIGNES » (consulté le 19 mars 2017) 1 Michel Casanova, « Les Ecoles de Cadres » (consulté le 22 mai 2016). 1 a b c d e t Musée de l'artillerie, « Le numéro 454 », Draguignan (consulté le 16 avril 2016). 1 a b e t c l'Association officielle des Vieilles Tiges, « ALAT et DETALAT » (consulté le 19 mars 2016). 1 a b e t c La semaine de Baden (1970), « Ecole des Opérations Aériennes Combinées » (consulté le 20 mars 2016).

1 Daniel Laparra, « 612e compagnie magasin (1943) » (consulté le 14 mai 2016). 1 a e t b Daniel Laparra, « 605e compagnie magasin - 1re modèle (1946) » (consulté le 14 mai 2016). 1 a b c e t Daniel Laparra, « 605e Compagnie magasin - 2e modèle (1950) » (consulté le 25 juin 2016) 1 Jean-Pierre REY - Amicale des Anciens et Amis du 1er Régiment de Cuirassiers, « Neustadt - 1946-1956 » (consulté le 30 mai 2019) 1 Jean Delamare, « Groupe de transport 504 , 504e bataillon du train » (consulté le 8 juin 2017) 1 a e t b Musée de l'artillerie 83007 DRAGUIGNAN, « L'héritage du 28ème Groupe Géographique » (consulté le 11 janvier 2018) 1 a b c d e f g h i j k l m n o p q r t s e 612, « Plaquette du 612e groupement du commissariat de l'Armée de terre pages 8 et 9 »